ASSEMBLÉE NATIONALE

29 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1974)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 2934

présenté par

Mme Lacroute, M. Sermier, M. Masson, M. Reda, Mme Corneloup, Mme Valérie Boyer, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, Mme Poletti, M. de Ganay, M. Lurton, M. Hetzel, Mme Bonnivard, M. de la Verpillière, M. Le Fur, M. Thiériot, M. Parigi, M. Dive, M. Bony, M. Abad, M. Brun, Mme Valentin, Mme Beauvais, M. Jean-Pierre Vigier, Mme Dalloz, Mme Ramassamy, M. Pauget, M. Door, Mme Kuster, M. Perrut, Mme Louwagie, M. Vialay, M. Viala et M. Saddier

ARTICLE 4

Rédiger ainsi la seconde phrase de l'alinéa 16 :

« Le contrat est conclu pour une durée de six ans et prévoit les modalités de sa révision. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Pour plus de lisibilité de l'action locale, le présent amendement précise que les contrats opérationnels sont conclus pour une durée de 6 ans, durée concomitante avec la durée des mandats électoraux des exécutifs de la plupart des collectivités signataires.

Il s'agit d'une durée réaliste qui permet aux exécutifs locaux renouvelés après des élections de ne pas être liés par ce qui a été décidé par leurs prédécesseurs. A l'inverse, la présente rédaction permet à des exécutifs de s'engager sur une durée de dix ou 30 ans privant leurs successeurs de toute marge de manœuvre.

Le secteur des mobilités étant en perpétuel renouvellement, il est nécessaire de prévoir une durée de vie du contrat opérationnel de mobilité adapté à cette réalité.

Tel est l'objet du présent amendement.